

Dessine-moi la prospérité écologique, Journées d'été des Écologistes 2026

98 min · Écologistes

Bonsoir à toutes et à tous. J'espère que tout le monde va bien. J'ai le plaisir d'animer ce soir cette plénière intitulée Dessine -moi la prospérité écologique. Et comme j'aime rendre à César ce qui est à César, c'était pas moi qui devais l'animer, c'était notre responsable du projet Aïssa Galmi qui a travaillé sur le sujet en cas du programme et qui, avec Eva, a préparé cette plénière. Il a eu un empêchement familial de dernière minute. Nous espérons que ce n'est pas grave. Il n'est plus parmi nos sursites. J'espère qu'il reviendra demain. Il m'a demandé au pied levé de le remplacer. Donc soyez indulgente et indulgents en mon égard. Pendant très longtemps, nous avons fait une promesse simple. Demain, nous vivrons mieux parce que nous aurons plus. Plus de croissance, plus de production, plus de consommation et au bout du compte, davantage de prospérité. Cette promesse a structuré nos économies, nos politiques publiques, mais aussi nos imaginaires. Le problème, et nos écologistes, nous le savons depuis longtemps, ça ne fonctionne plus. Il ne faut qu'on le sache plus écologiquement parce que nous savons désormais qu'une économie ne peut pas croître indéfiniment dans un monde fini. Elle ne fonctionne pas socialement parce que l'accumulation de richesses n'empêche ni le déclin, ni les inégalités, ni cette impression largement partagée de travailler davantage sans nécessairement vivre mieux. Elle ne fonctionne pas même plus comme promesse politique. Nos sociétés n'ont jamais été aussi riches et pourtant, rarement l'avenir aura suscité autant d'inquiétude. Après, la question que nous voulons poser ce soir est finalement très simple. Est-ce qu'une vie prospère ? C'est-à-dire qu'elle est plus riche que les autres. Est-ce que c'est avoir toujours plus ou avoir suffisamment pour bien vivre ? Est-ce pouvoir consommer davantage ou pouvoir se loger correctement, manger sainement, respirer un air qui ne nous aura pas malade, disposer de temps, accéder à la culture, se déplacer, aimer, élever ses enfants, vieillir dignement ? Et surtout, pour nous faire de l'économie, non plus seulement une politique de protection contre les catastrophes, mais une promesse d'amélioration de nos vies. C'est au fond ce que nous appelons la prospérité écologique. Il y a là pour nous, écologistes, une question essentielle. Nous avons beaucoup parlé de catastrophes que nous voulons éviter, mais nous devons maintenant être capables de raconter la société que nous voulons construire. Ce que nous savons dire, ce à quoi il faut renoncer, nous devons aussi savoir dire ce que nous voulons conquérir. Car personne ne se mobilise durablement pour une addition de contraintes, on se mobilise pour une espérance. La question de cette plénière sera donc moins comment faire accepter la transition écologique que comment faire dessiner la société écologique. Et pour y répondre, nous avons voulu croiser économie, travail, climat, sciences sociales et opinions politiques. Nous avons permis, nous, beaucoup d'intervenants et d'intervenants, je les remercie d'être là. D'abord, Eva Sass, que vous connaissez bien, députée écologiste de Paris, économiste qui travaille depuis longtemps sur les nouveaux indicateurs de richesse et sur cette question essentielle, comment passer du niveau de vie à la qualité de vie. Nous avons parmi nous, nous avons la chance d'avoir parmi nous Marie -Lise Léon, secrétaire générale de la CFDT, qui porte... Vous pouvez l'applaudir. Ne vous retenez pas. Qui porte notamment sa très belle notion de pouvoir de vivre, parce que la transition écologique se joue aussi dans l'entreprise, dans le travail et dans la vie quotidienne des salariés. Anne -Laure Delatt, économiste, directrice de recherche au CNRS, qui travaille notamment sur les inégalités, la fiscalité, la redistribution, parce qu'il n'y aura évidemment pas de prospérité écologique sans justice. Je sais, Anne -Laure, que tu vas bientôt sortir un livre qui s'appelle Riche ensemble, et je pense que tu ne pourras pas t'empêcher de nous en parler. Sven Giegel, que j'ai connu comme collègue au

Parlement européen, et que nous commençons à connaître régulièrement parce qu'il vient à nos journées d'été, économiste et ancien député européen allemand, qui nous permettra aussi de regarder ce débat à l'échelle européenne et de poser la question de l'industrie, de l'investissement dans notre modèle économique. Yamina Saeb, experte des politiques énergétiques et co-autrice du GIEC, qui a notamment contribué à faire entrer la notion de sobriété dans ses travaux, comment faire de la société, non pas une privation, mais une autre manière de vivre mieux. L'Oriane Mousset, chercheuse en économie écologique, qui publiera prochainement la liberté des limites et nous invite précisément à renverser notre représentation des limites. Et si celle-ci n'était pas seulement ce qui nous restera notre liberté, mais ce qui la rend possible. Mathieu Gallard, directeur d'études chez Ipsos, qui aura une tâche redoutable, nous amener régulièrement à ce que pensent réellement les Françaises et les Français. Donc on va commencer par la première séquence. Et c'est ma collègue et ami Eva Saski qui va commencer. Eva, commençons par la définition. Pendant des décennies, nous avons essentiellement mesuré notre réussite par l'aquacence du PIB, du pouvoir d'achat. Si la prospérité écologique consiste à passer à un niveau de vie et à la qualité de vie, qu'est-ce que ça la change concrètement ? Comment mesure-t-on une société qu'une société vit mieux ? Tu as la parole.

Merci, Mounir. Bonsoir à toutes et à tous. Je crois qu'on a effectivement une tâche très difficile dans cette table ronde, parce qu'on cherche finalement à remplacer un imaginaire. Tu l'as dit longtemps et même toujours aujourd'hui, nos politiques publiques visent essentiellement à la prospérité économique. Et on le voit dans les programmes de gauche comme de droite. En fait, le but ultime, c'est toujours la croissance du PIB. Et par la croissance du PIB, on pense que tout le bonheur va devenir sur tous les sujets, emploi, qualité de vie, etc. Nous, écologistes, nous savons que nous ne pouvons pas tabler sur une croissance infinie du PIB. Pourquoi ? D'abord parce que dans un monde fini, il n'y aura pas de croissance infinie. Et parce qu'on a montré, et je vous invite à lire les travaux, par exemple, de Timothée Parik, que le découplage absolu, c'est-à-dire le fait d'augmenter le PIB et de faire décroître parallèlement nos émissions de gaz à effet de serre, est, comme le dit Timothée Parik, une fake news, en tout cas, une illusion. Ce qu'on observe, en effet, c'est que les pays qui ont réussi à faire cette décroissance absolue, c'est-à-dire croissance du PIB, décroissance des émissions de gaz à effet de serre, eh bien, quand on regarde en empreinte carbone, eh bien, ils sont beaucoup moins nombreux que si on réfléchit en émissions de gaz à effet de serre, parce que la plupart des pays qui... Enfin, un grand nombre de pays qui ont réussi à faire décroître leurs émissions de gaz à effet de serre, au final, c'est par la désindustrialisation plus que par les politiques de décarbonation. Et puis, surtout, on observe que ce découplage absolu, il n'est rarement durable, souvent, il est temporaire, et surtout, il ne se fait pas à un rythme suffisant, si on prend le cas de la France, qui est en découplage absolu, puisque nous avons une croissance du PIB, une décroissance de nos émissions de gaz à effet de serre, eh bien, nous n'atteignons pas du tout nos objectifs climatiques. On était à 2,5 % de décroissance pour l'année qui vient en 2026. Les prévisions, c'est 2,5 % de décroissance des émissions de gaz à effet de serre, alors qu'on devrait être à 5 ou 6 % pour remplir nos engagements internationaux en matière d'objectifs climatiques. Donc, si on est véritablement écologiste, on doit se placer dans des scénarios à croissance zéro, ou en tout cas à croissance très faible, et c'est évidemment une contrainte supplémentaire, d'ailleurs, pour toutes nos politiques économiques. Mais la première bonne nouvelle, c'est que le bien-être n'est pas corrélé au PIB. On peut augmenter le bien-être tout en ayant un PIB stationnaire, on peut augmenter le bien-être à croissance zéro. Il y a une étude intéressante qui a été sortie l'ADEME en 2024 qui montre qu'au-delà d'un socle minimal de ressources, parce que, bien sûr, évidemment, il faut que les plus modestes puissent accroître leur pouvoir d'achat, mais au-delà d'un socle minimal de ressources, l'amélioration du bien-être... qui se posent essentiellement sur des éléments qui sont non marchands et donc qui sont compatibles avec la sobriété, comme l'engagement bénévole, la protection sociale, l'environnement comme lieu de ressourcement ou alors la convivialité, par

exemple. Et donc c'est pour ça que nous, nous parlons de qualité de vie plutôt que de niveau de vie, ou, comme tu l'as dit, de pouvoir de vivre plutôt que de pouvoir d'achat. Et c'est un peu ce que nous avons essayé de faire en faisant adopter les nouveaux indicateurs de richesse en 2015. Ces nouveaux indicateurs de richesse y mettaient aux côtés du PIB des indicateurs de santé, d'éducation, d'environnement bien sûr et puis d'inégalité de revenus de façon à dessiner ce qui fait le bien-être d'une société et qui ne passe pas uniquement par l'accroissement du pouvoir d'achat. Et d'ailleurs, j'observe que même si maintenant les nouveaux indicateurs de richesse malheureusement ont été abandonnés, il y a d'autres initiatives qui fleurissent. Par exemple, en ce moment, l'INSEE travaille sur les comptes nationaux augmentés. Alors c'est moins ambitieux que ce que nous nous proposons. Mais au moins, il travaille sur compléter le PIB par des indicateurs d'empreintes carbone et d'inégalité de revenus. Donc on voit bien que cette idée -là, en tout cas de nouveaux indicateurs, elle n'a pas été abandonnée. Donc on a un enjeu à transformer ces indicateurs parce que ce sont aussi des vecteurs culturels. Ça doit être ce par quoi on juge l'action d'un gouvernement. Est-ce qu'un gouvernement réussit parce qu'il a augmenté le PIB ou est-ce qu'un gouvernement réussit parce qu'il a augmenté la santé, l'éducation, il a réduit les inégalités de revenus au sein de sa population ? Ça devrait être ce au travers de quoi on juge l'action d'un gouvernement. Donc on a un enjeu à transformer ces indicateurs mais on a aussi un autre enjeu. C'est de faire de ces préoccupations de qualité de vie qui sont parfois vécues comme personnel des enjeux politiques. Je pense notamment à des questions de santé comme le cancer qui sont évidemment dans les préoccupations majeures des gens mais qui ne sont pas encore vécues comme des enjeux politiques. Je pense aussi à la solitude qui est un des drames de notre société et qui ne sont pas encore des enjeux du débat politique. Et pourtant ce sont des préoccupations majeures des Français et nous, nous avons des réponses concrètes à apporter des réponses politiques à apporter à ces questions. Je pense par exemple sur le cancer à la proposition de loi sur le canumium, très concrètement, qu'a apporté Benoît Bittot et qui serait une façon de combattre l'épidémie de cancer. Je pense aussi aux mesures contre la solitude comportées Marine et Anne Suiris avec là aussi des réponses très concrètes comme l'habitat intergénérationnel ou la préservation des lieux de sociabilité comme les cafés. Voilà des réponses politiques à ces enjeux qui ne sont pas encore perçues comme politiques. Et je suis convaincue qu'on peut être entendu sur ces sujets parce qu'à mon sens, il y a quand même une inflexion depuis la pandémie sur les questions de sens. Qu'est-ce que le sens et qu'est-ce que l'essentiel dans nos vies ? Ce que montre un peu Edgar Morin dans son ouvrage qui s'appelle « Changeons la voie », c'est que quand il y a eu la pandémie, il y a eu l'irruption de la mort qui a interrompu le flux quotidien de nos vies et qui nous a fait repenser les bonnes questions. Quels sont les besoins essentiels pour être heureux ? Quel est le sens de nos vies ? Et ça, ça perdure quand même dans les générations actuelles. On se pose de plus en plus de questions sur les questions de santé, mais aussi sur le sens et peut-être plus sur le sens au travail. Marie-Lise peut-être nous en parlera plus avant. Donc il y a un imaginaire à construire, un projet qui dépasse les economicismes. À mon avis, c'est très singulier dans le paysage politique que nous, on défend cette notion de prospérité écologique, qu'on défend pas seulement la croissance du PIB, parce que je peux vous dire que quand je négocie des programmes communs, je ne sais pas s'il y en aura d'autres, mais même avec l'ensemble des forces de gauche, eh bien, on a finalement toujours un filigrane cet objectif de prospérité économique et même de croissance du PIB, parce que chez les néocanésiens, néocanésiens comme chez les libéraux, finalement, la prospérité économique, c'est ce qui domine les objectifs de politique publique. Alors, est-ce qu'il faut pour autant évacuer la question du pouvoir d'achat ? Moi, je ne pense pas, parce que d'abord, il faut reconnaître que c'est la préoccupation majeure des Français et parce que cette question, elle est d'autant plus légitime que dans cette période d'inflation, le pouvoir d'achat des salariés a diminué. Le pouvoir d'achat des salariés a diminué 2,5 % en 2022 et 2023, c'est donc évidemment une préoccupation majeure. Il y a eu un rattrapage, mais il n'est pas suffisant. Donc, je

pense qu'il faut répondre aussi à cette question de pouvoir d'achat. Et j'ai envie de dire que la deuxième bonne nouvelle, c'est qu'on peut y répondre à croissance zéro. On peut y répondre, le bien-être peut s'accroître à croissance zéro, mais le pouvoir d'achat aussi peut s'accroître à croissance zéro. Et ça, je pense qu'il faut vraiment qu'on le martèle dans le débat public. L'enjeu, c'est que à croissance zéro, comment est-ce qu'on fait pour accroître le pouvoir d'achat du plus grand nombre ? Eh bien, c'est évidemment par la répartition des richesses. Et les travaux de Thomas Piketty, qui sont sortis au début de l'été, ont montré qu'il est possible de concilier nos objectifs climatiques et l'augmentation du pouvoir d'achat du plus grand nombre, mais à trois conditions. La première chose, c'est évidemment une décarbonation massive. La deuxième chose, c'est de véritables politiques de sobriété. Je pense que Yamina s'arrête. Elle nous dira tout à l'heure à quel point c'est important. Mais la troisième condition, c'est une réduction massive des inégalités entre pays pauvres et pays riches, mais aussi à l'intérieur des pays riches. Et dans les travaux de Thomas Piketty, on voit que pour atteindre nos objectifs climatiques, il faut, par exemple, qu'à peu près 6 % de la population la plus fortunée des pays riches voient son revenu diminuer. Donc ça, ça se fera. Mais avec une réduction massive des inégalités. Et pour finir sur ce point, je voudrais dire qu'il y a des études qui montrent d'ailleurs qu'il y a une très forte corrélation entre inégalités et empreintes écologiques et plus précisément entre la part du revenu qui est détenue par les 10 % les plus riches et l'empreinte carbone. On voit qu'à richesse comparable, par exemple si on voit le Canada ou la Suède, le Canada va émettre beaucoup plus qu'un pays comme la Suède qui est beaucoup plus égalitaire. Pourquoi ? D'abord parce que les plus riches émettent beaucoup plus que la moyenne de la population. Je vais vous donner les chiffres pour la France. L'empreinte carbone moyenne d'un français, c'est à peu près 8 tonnes, 8,2 tonnes. Et bien l'empreinte carbone des 10 % les plus usées, c'est 16 tonnes par personne. Donc on voit qu'évidemment, on ne peut pas atteindre nos objectifs écologiques s'il y a des surconsommateurs comme ça parmi la population. La deuxième, elle est un peu plus subtile. C'est que les plus riches, ils influencent nos politiques publiques. Évidemment, on le voit dans notre société au travers des médias très directement, mais nous on le voit très bien à l'Assemblée, le lobbying intense qu'il y a pour contrer toutes les politiques écologiques tout simplement parce que cela viendrait contraindre leur mode de vie et qu'ils ne souhaitent pas renoncer aux privilèges. J'entendais Mathieu Pigasse parler de privilèges. Ils ne souhaitent pas renoncer à leurs privilèges. Donc plus un pays est inégalitaire, moins il atteint ses objectifs climatiques. Donc c'est la raison pour laquelle chez nous, c'est indissociable la réduction des inégalités et les objectifs écologiques. Donc on a besoin d'un pays plus égalitaire et qui réduit massivement les inégalités. Et donc pour résumer, la prospérité économique et la prospérité écologique, elles ne s'opposent pas. On pourrait d'ailleurs parler aussi des travaux d'Adrien Bilal qui montre qu'au contraire, il n'y aura pas de prospérité économique dans un monde qui brûle. La prospérité économique et la prospérité écologique, elles ne s'opposent pas à condition d'abord de parler de qualité de vie plutôt que de niveau de vie, d'avoir des politiques volontaristes de sobriété et d'avoir aussi des politiques volontaristes de réduction des inégalités. Voilà, je prends la signe.

Merci, merci Eva. Du coup, comment articuler la question de la prospérité écologique à celle de la réduction des inégalités

? Non mais ça, c'est une question que j'ai déjà un peu répondu, mais l'idée, c'est vraiment d'avoir une politique fiscale extrêmement redistributive. Et vous verrez dans ce qu'on va proposer pour le projet de loi de finances 2024, on se bat vraiment... 2027, je ne sais pas pourquoi je repars en arrière. On a des propositions extrêmement fortes de justice fiscale, je pense que je ne me contredirai pas. On a proposé déjà la taxe Zuckman évidemment pour lutter contre l'optimisation fiscale des ultrariches, mais là on va travailler de façon très volontariste plutôt sur la question de l'héritage parce que ce qui se profile et ce qu'on est en train de vivre, c'est que la France est en train de devenir une société d'héritier. Donc il est indispensable pour nous d'arriver à lutter massivement

contre les inactivités, notamment par une augmentation de la fiscalité sur l'héritage. Et on a même une proposition un peu centrale. Vous savez qu'il va y avoir ce qu'on appelle la grande transmission, c'est -à -dire des héritages très importants, 9 000 milliards d'euros qui vont être transmis dans les années à venir. Et sur cette question -là, ce qu'on propose, c'est d'avoir une contribution exceptionnelle sur les héritages les plus fortunés pour venir financer la transition. Notre slogan c'est « La grande transmission va venir financer la grande transition ». Ça, je pense que c'est un slogan qui peut marcher sur le PLF 2027.

Je vais me tourner maintenant vers M. Gallard. Il y a quelques années, les enquêtes montraient des niveaux extrêmement élevés de préoccupation environnementale. Et pourtant, électoralement, l'écologie n'en a pas forcément bénéficié. Alors ma première question est simple. Où en sont aujourd'hui les Françaises et les Français ? Ont-ils cessé de croire à l'urgence écologique ? Ou est-ce que c'est plutôt notre réponse politique à cette urgence qui ne les convainc pas ?

Merci beaucoup. Pour commencer, je dirais qu'un point intéressant, c'est que quand on regardait un peu l'intitulé de cette table ronde, il y avait un certain nombre de termes dont on voyait bien qu'ils se voulaient être rassurants. Le bien-vivre, la qualité de vie, plutôt que la sobriété qui peut être en tant que tel un terme plus inquiétant. Et c'est vrai que, plus inquiétant pour certains Français, et c'est vrai qu'on sent derrière qu'il y a cette volonté d'être rassurant tout simplement parce qu'il y a l'idée que dans l'opinion publique en France, il y aurait une opinion qui serait plus lasse vis -à -vis des enjeux environnementaux, voire même carrément hostile. Nous, on voit que c'est au moins beaucoup plus compliqué que ça dans les enquêtes qu'on peut faire. On réalise à Ipsos tous les mois depuis 2008, je crois, une enquête dans 30 pays dans le monde dans laquelle on demande aux citoyens de ces 30 pays quels sont leurs sujets de préoccupation principale. Et c'est vrai que les questions environnementales sont fondées au débat, comme beaucoup d'autres questions. Il y a peu de questions qui, au final, restent structurellement tout en haut des préoccupations des citoyens de quelques pays que ce soit. Mais ce qu'on a quand même vu à plusieurs périodes, en 2018 -2019 et là depuis le mois de juin, c'est une hausse très forte des préoccupations environnementales. Désormais, en France, on est dans ce classement des 30 pays, le pays où le plus grand pourcentage de citoyens sont inquiets vis -à -vis des enjeux environnementaux et même les sites parmi leurs préoccupations principales. Donc ça montre déjà que ces préoccupations, elles restent quand même bien présentes. Il y a évidemment la question de savoir si elles vont le rester dans les mois à venir et ça ne sera pas sans conséquence sur la campagne électorale qui va se tenir. Mais en tout cas, elles sont là, elles sont là de manière sous-jacente. Et dès que des événements catastrophiques comme les incendies ou les canicules qu'on a vécu apparaissent, elles se manifestent de manière extrêmement forte dans l'opinion. Donc ça, c'est quand même un point important. Et puis, on a beaucoup d'autres enquêtes qui montrent qu'au-delà même de ce niveau de préoccupation, il y a chez les Français le sentiment qu'on n'en fait pas assez en matière écologique et qu'il y a besoin de davantage d'ambition écologique de la part de l'entière des acteurs, pas seulement politiques d'ailleurs. Et quand on regarde ensuite dans les enquêtes qu'on peut faire, ce qu'on voit, c'est que de manière générale, il y a des attentes de changement dans la société qui dépassent aussi cet enjeu purement et strictement écologique et environnemental. Et là, je vais m'appuyer sur une grosse enquête qu'on avait réalisée en 2023 pour la CFDT notamment et la Fondation Jean Jaurès. C'était un échantillon de 8000 personnes qui nous montraient beaucoup de choses intéressantes. Et on voyait déjà que dans la société française, on avait quasiment 6 Français sur 10 qui nous disaient qu'il fallait changer radicalement ou en profondeur la société française. Et quand on rentrait dans un certain nombre de sujets, quand on abordait pour voir ce qu'il fallait changer, ce qu'il fallait maintenir, on voit qu'il y avait beaucoup de dimensions qui pouvaient s'articuler avec le sujet de cette table ronde qui est effectivement la prospérité écologique. On voyait déjà qu'on avait des points qui étaient très importants sur le rapport des Français vis -à -vis de l'argent. Je suis obligé de

retrouver mes notes parce que je ne vais pas vous donner trop de chiffres, mais je vais vous en donner quelques -uns. On avait par exemple dans cette enquête 56 % des Français qui nous disaient que gagner beaucoup d'argent, ça devait être un objectif qui devait être moins valorisé dans la société. Donc il y a une majorité de Français qui pensent que la place de l'argent dans la société, elle est trop forte. On en avait 60 % qui nous disaient qu'il fallait plafonner l'écart entre le salaire le plus élevé et le salaire le plus bas dans une société de 1 à 10 au plus. Parmi ces 60%, certains pensaient même que l'écart devait être plus bas que ça. Et puis quand on leur demandait aux Français ce que c'était finalement leur définition d'une vie réussie, le fait d'avoir beaucoup d'argent ou en tout cas d'avoir une grande aisance financière, ça arrivait vraiment très bas derrière des dimensions notamment beaucoup plus liées au lien social, au fait d'avoir une vie de famille, une bonne vie de famille, d'avoir des amis, etc. Donc sur cette dimension purement de l'argent, on voit déjà que le rapport que les Français ont à l'argent ce n'est pas forcément celui auquel on pourrait s'attendre quand on écoute certains médias. On a plus largement aussi dans la société française un rejet qui est fort du consumérisme. On avait 83 % des Français qui nous disaient que dans une société idéale, il y aurait beaucoup moins par exemple de publicité. La publicité serait beaucoup moins présente. Et puis on avait des Français qui étaient très majoritairement favorables à un certain nombre de mesures plus ou moins importantes, plus ou moins impactantes, mais par exemple comme le fait de plafonner le nombre de collections vestimentaires pour des marques de vêtements, d'interdire les produits hors saison importés, de préserver les sites naturels qui aujourd'hui sont surfréquentés ou de limiter les vols en avion individuels. On était à chaque fois à plus des trois quarts des Français qui étaient favorables à ces mesures. Et puis dernier point qui me semble important, parce qu'il témoigne d'attentes fortes des Français qui sont en lien direct avec cette question de la prospérité écologique. On a aussi des Français qui nous disaient qu'ils jugeaient que la société actuellement, elle était beaucoup trop rapide. Il y avait une nette majorité de Français qui nous disaient qu'ils souhaiteraient avoir davantage de temps libre et que ce temps libre, ils souhaiteraient l'utiliser notamment pour des activités sociales, passer du temps avec des amis, avec leur famille, avoir des activités de loisirs plus importantes ou des activités culturelles plus importantes. Et là encore, c'était très fort, c'est pas du 55%, on était plutôt aux alentours des trois quarts des Français qui étaient favorables avec cette idée. On a beaucoup d'autres éléments aussi qui sont liés à cette dimension du lien social, de la convivialité, dont les Français pensent qu'elle n'est vraiment pas assez présente dans la société actuelle et qu'il a encore peu s'articulé avec un programme politique qui viserait à mettre en place ou en tout cas à mettre en avant cette question de la prospérité écologique. Et la question ensuite, c'est de savoir comment tout ça se segmente dans la société française et finalement aussi dans l'électorat. On avait fait une analyse statistique qu'on appelle une segmentation. C'est pas nous qui décidons comment

on

groupe les Français, on groupe un peu cohérent, c'est vraiment un algorithme qui le fait. Et nous ensuite on essaye d'interpréter les choses. Ce qu'on voyait c'est qu'on avait 16 % de Français qui étaient vraiment le noyau dur des personnes convaincus par cette prospérité écologique qui étaient sur toutes les dimensions que je viens de citer et plus largement sur toutes les questions qui ont lien à l'ambition écologique qui étaient extrêmement volontaristes. Mais on avait aussi et surtout deux groupes qui étaient vraiment mobilisables par ce type de démarches et ce type de programmes. Un groupe, alors on leur donne des noms pour que ça soit plus communicable, qu'on appelait la France de la vie naturelle. Je me rappelle qu'il n'était pas facile à identifier mais qui représentait 18 % des Français. C'était des gens qui sont vraiment engagés dans les questions écologiques mais très au quotidien. Ils ont tendance à beaucoup plus acheter des produits bio que la majorité des Français, à beaucoup plus adopter des mobilités douces. Mais en revanche, c'était au tissé 18 % des Français qui étaient très peu politisés et finalement qui étaient quasiment méfiant vis-à-vis de l'action

collective. Et pour eux, l'écologie c'était quelque part plus une écologie de repli qu'une écologie d'action. Donc ce groupe -là il est extrêmement important si les écologistes ou tous ceux qui défendent ce programme de prospérité écologique veulent l'emporter dans l'opinion, il faudra l'embarquer. Et puis il y avait un autre groupe qui nous paraissait extrêmement important. C'est un groupe qu'on avait appelé la France de la stabilité. Là c'est des gens qui sont beaucoup plus modérés politiquement, qui sont beaucoup plus appartenant aux classes moyennes et aux classes supérieures, beaucoup plus urbains. Mais qui sont de manière générale beaucoup plus aussi favorables à tout ce qui va être lié à l'investissement public dans les enjeux environnementaux mais en revanche qui refusent quand à eux vraiment toute rupture brutale avec la société actuelle. Et c'est vrai que réunir ces trois groupes ça parvient à arriver à 55 % de la population donc à une majorité mais on voit bien en même temps qu'on est sur trois groupes qui ont des visions, des perceptions de la situation actuelle et des orientations pour le futur qui ne sont pas forcément les mêmes. Et évidemment tout l'enjeu pour les écologistes c'est de pouvoir avoir à la fois sur le fond en termes de programmes, de propositions et puis sur la forme en termes de discours, des orientations qui permettront de réunir et de faire marcher ensemble ces trois groupes qui représentent bel et bien une majorité de la société française actuellement.

Je vais poser une question très concrète si on peut y avoir la réponse la plus prise. quand les français entendent sobriété limite aux transitions qu'est ce qu'ils entendent réellement ? c

c'est une bonne question à laquelle je sais pas si je pourrais répondre directement j'ai pas d'étude sur ces termes là mais ce qu'on voit c'est qu'il y a un certain nombre de termes et par exemple ça a été cité à l'instant sur l'idée de la croissance la croissance par exemple ça reste aux yeux d'une très grande majorité de français un terme qui renvoie à des aspects positifs ça reste quelque chose qui renvoie au pouvoir d'achat à l'emploi à une certaine sécurité sociale finalement et donc c'est vrai que s'attaquer fondamentalement à la croissance en s'affirmant comme étant un parti qui est soit des croissants soit pour mettre la croissance de côté c'est pas forcément une bonne option en termes de communication ce qui veut pas dire qu'il faut pas le faire moi je suis pas là dessus mais en tout cas c'est simplement que quand vous vous adressez aux gens il faut sans doute dès qu'on sort de ce cercle de 15 16 % des français qui sont véritablement convaincus trouver une manière de présenter les choses qui va être à la fois beaucoup plus concrète beaucoup plus axé très directement de manière très tangible sur leurs préoccupations du quotidien et comment on peut les articuler avec des enjeux environnementaux et puis le faire effectivement en évitant d'avoir sur vraiment sur le aspect purement de communication de wording des choses qui peuvent immédiatement braquer des gens des gens dont beaucoup peuvent être assez favorables fondamentalement aux idées que vous défendez mais mais c'est vrai que si au premier abord on arrive avec des termes qui vont pas les plaire et qui vont les braquer c'est forcément assez difficile ensuite de les rattraper

l'applaudir ma question sur les termes restant ouverte peut-être qu'elle fera l'objet d'une enquête qui nous permettra de préciser ce que les français ont à entendre mais en tout cas je retiens que on a peut-être nous l'obligation de faire attention aux termes qu'on utilise et de ne pas utiliser des termes qui peuvent être contre productifs qui au lieu de rassurer ou convaincre fasse peur parce que les mots en politique on le sait en leur sens merci beaucoup je vais me tourner vers laurianne mouissé laurianne il ya derrière tout cela un obstacle intellectuel profond notre conception moderne de la liberté consiste souvent à penser que plus nous repoussons les limites plus nous sommes libres vous défendez presque le raisonnement inverse comment expliquer que reconnaître des limites écologiques puisse augmenter nos libertés plutôt que de les diminuer

oui alors merci beaucoup pour la question je sais pas si je défends le raisonnement inverse mais effectivement j'ai pas mal travaillé sur la notion de liberté et il m'a semblé donc moi je suis

chercheuse donc je rejoins ce qui a été dit sur le fait qu'il faut avoir des approches très proches des gens moi je vais pas du tout faire ça ici je vais vous parler un peu de travaux de recherche et ce qui était intéressant c'est que dans les travaux de recherche sur la transition écologique il y a beaucoup de choses sur la sobriété la décroissance la solidarité la justice l'égalité il n'y a pas grand chose sur la liberté et en fait ça c'est quelque chose qui est quand même assez impensé et ça rejoint à la question précédente qui a été de dire effectivement quand on parle de transition écologique les gens pensent restriction de liberté et donc c'est en ce sens qui m'a semblé intéressant de questionner ce qu'on entendait par liberté et pourquoi ça semblait si orthogonal à un enjeu de transition écologique et en fait ça se comprend très bien quand on reprend une approche un peu historique du libéralisme ou de la conception de la liberté le libéralisme donc la liberté ça a été pensé à la période des modernes à la période des modernes à une période où il y avait beaucoup de pénurie alimentaire à cause d'aléas environnementaux que l'on comprenait pas et évidemment à ce moment là on peut pas être libre si on a faim donc les gens se sont dit pour pouvoir être libre il faut qu'on ait plus faim pour cela il faut qu'on se défasse de ces aléas environnementaux il faut qu'on se défasse des aléas environnementaux ce qui a donné il faut être indépendant des écosystèmes et tout ça grâce à une croissance et donc on voit qu'il y a une triangulaire en fait qui s'est construite entre liberté et l'aléa environnementaux et tout ça grâce à une croissance et donc on voit qu'il y a une triangulaire en fait qui s'est construite entre liberté et donc on voit qu'il y a une indépendance vis-à-vis des écosystèmes et croissance économique et tout ça ça se justifiait à l'époque mais aujourd'hui ça semble un petit peu old fashion dépassé en particulier parce que on sait très bien ça fait 60 ans que les scientifiques alertent sur bon l'évolution des écosystèmes pas uniquement le climat mais de manière générale l'évolution des écosystèmes et on voit très clairement que il est entre-tient avec les écosystèmes donc cette conception de la liberté qui était justifiée à l'époque elle est fondée en réalité sur une croyance qui est terronée et qui a conduit à de mauvaises décisions puisque quand on se croit insubmersible c'est la métaphore du Titanic qui a été réutilisé ce matin par Marine dans son discours quand on se croit insubmersible et bien on se protège moins que ce qu'il faudrait on met pas assez de canoë et donc finalement quand le paquebot heurte l'iceberg et bien on a pas mal de morts alors à la place de ça qu'est ce qu'on peut faire et bien déjà on peut avoir conscience que les sociétés sont liées aux écosystèmes et surtout on peut en avoir une meilleure connaissance avoir une meilleure connaissance des liens des dynamiques des processus qui lient les sociétés aux écosystèmes et donc ce que je défends c'est effectivement que il y avait une conception de la liberté qui a été construite à un moment donné qui a été pertinente à un moment donné mais aujourd'hui elle est plus d'actualité pourquoi parce qu'on sait que en fait ces liens ne sont pas coupables on ne peut pas on veut pas réellement devenir complètement indépendant vis-à-vis des écosystèmes au contraire on peut essayer de concevoir autrement la liberté on peut l'avoir comme on peut revisiter la notion de liberté en comprenant que la liberté c'est en fait avoir conscience des liens qui que on entretient avec les écosystèmes et en avoir la connaissance et c'est par cette connaissance qu'effectivement on peut acquérir la liberté donc dans le livre qui est effectivement à paraître au mois de septembre je développe donc ces deux ces deux métaphores la métaphore du Titanic et la métaphore du navigateur donc ça a été évoqué un peu ce matin mais en gros c'est le navigateur il est libre de naviguer comme il le souhaite sur son petit bateau non pas parce qu'il a coupé les liens avec les écosystèmes et parce qu'il connaît le fonctionnement des vents et des marées c'est en gros ça c'est ça l'idée mais ce qui est intéressant dans cette redéfinition du libéralisme c'est que surtout on peut s'interroger du coup sur la place de la croissance et je crois que ça rejoint du coup à ce qui nous intéresse ici puisque en fait pourquoi elle était là la croissance la croissance elle était là parce que c'était un moyen d'avoir de la production et donc d'être indépendant vis-à-vis des aléas environnementaux mais si on définit autrement la liberté on n'a plus besoin de cette croissance absolue et indéfinie et ça c'est important pourquoi parce qu'en fait ça va sortir l'économie du cadre de pensée et du coup ça place l'économie ailleurs dans la décision ça la place où ça la place plutôt

dans la position d'être une boussole une boussole pour pouvoir le navigateur son bateau pour pouvoir avancer et bien il a besoin d'une boussole mais c'est complètement différent de penser l'économie comme un cadre comme quelque chose qui est un peu torturant qui va donner la grammaire qui va donner le langage de la manière dont on perçoit nos liens entre la société et les écosystèmes c'est différent de d'avoir l'économie comme un cadre que de l'avoir comme une boussole parce que dès lors qu'on positionne l'économie comme une boussole et bien on comprend très bien ce que c'est l'économie l'économie en fait c'est un outil qui permet d'organiser des échanges entre des gens dans une société de structurer des échanges dans une société on peut être pour contre plus ou moins croissants plus ou moins décroissants on peut aussi penser que ces échanges peuvent s'organiser autrement autrement que par l'économie mais en tout cas ce qui est essentiel c'est de comprendre qu'à ce moment là l'économie c'est une boussole parmi d'autres et ce n'est pas à elle d'organiser la manière dont on pense nos liens avec les écosystèmes voilà je sais pas si ça

mais ça a parlé à la salle pourquoi notre imaginaire politique associe spontanément la limite à la privation

et bien je pense que c'est pour des raisons historiques qui sont les raisons que je viens un peu d'évoquer qui sont qu'effectivement donc la liberté héritée des modernes c'était ne plus être privé à cause des aléas environnementaux ne plus être privé de nourriture pour dire simplement et c'est quelque chose qui est qui a voilà dont on a hérité évidemment on n'y pense pas à chaque seconde quand on parle de liberté mais c'est quelque chose qui a imprégné l'imaginaire collectif et qui du coup aussi imprégné la manière dont les institutions se sont organisées et le problème c'est que quand on parle aujourd'hui du coup de sobriété, enfin de voilà, eh bien inconsciemment ça se heurte à cette idée qu'on va être privé et c'est quelque chose qui met en tension inconsciemment et c'est cet inconscient, enfin ce point de l'inconscience il est important parce que c'est justement le rendant conscient qu'on va pouvoir discuter et peut-être avancer sur le sujet. Tant qu'il reste implicite et inconscient, eh bien en fait on comprend pas très bien pourquoi finalement quand on propose des choses sur lesquelles les gens sont plutôt d'accord, pourquoi ça se traduit pas après soit en intention de vote, soit en acte ? Eh bien parce qu'il y a cet inconscient, cet implicite et moi je crois qu'effectivement le rendre explicite c'est le premier pas pour pouvoir avancer et sortir de l'impasse.

Merci beaucoup. Je vais me tourner maintenant vers Yamina Saeb. Yamina vous avez beaucoup travaillé pour faire reconnaître scientifiquement la sobriété mais politiquement le mot reste difficile. Alors la grande question, comment convaincre que la sobriété ne signifie pas de demander à chacun de se priver davantage

? Merci, bonsoir. C'est très simple, il faut revenir à ce qu'est la sobriété. Alors la France c'est une exception dans le monde occidental. On est le seul pays européen et le seul pays de l'OCDE où tout le monde parle de sobriété mais pratiquement personne n'a compris ce qu'est la sobriété. Donc la France est aussi une exception. Notre premier scénario sobriété énergétique remonte à 1979 et il a été fait, tenez-vous bien, par le trésor. Bercy, ce n'est pas des militants activistes, écolos etc. c'est Bercy qui a fait ça. Bercy d'aujourd'hui quoi, c'est impensable aujourd'hui. Mais c'était en 1979 et c'était en réponse à la crise pétrolière, justement la question de la privation qui revient. Et donc la France se préparait à, une fois qu'il y a eu la crise pétrolière, alors ceux qui ont fait ce scénario -là m'ont raconté, malheureusement ça leur a pris deux trois ans pour faire ça, personne ne savait faire ça à l'époque. Et quand c'est sorti, en même temps on avait nos centrales nucléaires qu'on lançait, vous savez ce qui s'est passé, vous connaissez la suite de l'histoire. Et ensuite ça a été enterré, d'ailleurs la bibliothécaire de Sciences Po que je remercie, elle a mis trois mois pour me retrouver ce rapport, il est inexistant, on n'apprend pas, personne n'a étudié ça, moi j'ai pas étudié ça alors que j

'ai un diplôme en énergie. Et ensuite c'est revenu dans le débat public grâce à l'association Négawa en 2003, qui a fait les premiers, on pensait à l'époque que c'était le premier scénario énergétique sobre, j'ai découvert après le premier scénario, et puis de fil en aiguille en fait, mais c'est quand même des scénarios de baisser, baisser la consommation, réduire la consommation, qui ne remettent pas, ils ne sont pas allés dans les deux cas, ils ne sont pas allés chercher c'est quoi la sobriété en fait, quelle est la théorie derrière la sobriété. De fil en aiguille, on arrive quand il y a eu le débat énergie du temps de François Hollande, à ce que le mot sobriété, on est encore une exception, et dans le monde, à avoir le mot sobriété dans la loi sur la transition énergétique. Alors tout cela, ça aide, ça m'a beaucoup aidé pour le rapport du GIEC, parce que je leur ai dit, je ne l'ai pas inventé, c'est dans le texte de loi de mon pays, personne ne peut dire non, parce que la France c'est important à l'international. Et donc, j'ai fait même lire au président du GIEC des documents en français, il m'a même écrit que son français est très scolaire, donc il a demandé à son épouse de lire le document en français, parce qu'il n'arrivait pas à le lire. Et donc tout ça pour dire, c'est quand même exceptionnel qu'on ait tout ça, il y a plein d'associations qui travaillent sur la sobriété, on parle de sobriété heureuse, sobriété subie, sobriété malheureuse, etc. Mais en fait, qu'est-ce que c'est que la sobriété ? Alors, la sobriété, voilà, on y arrive. La sobriété, lorsqu'on regarde en philosophie politique, c'est Harry Frankfurt, c'est un philosophe américain, tenez-vous bien, qui en 1987 va retourner dans les textes ancestraux et il va faire remonter ce qu'est... Alors en anglais, on ne parle pas de sobriété en philosophie, on parle de sobriétisme, un mot dont on n'a jamais entendu parler en français. Et donc le sobriétisme, c'est garantir que chacun a suffisamment pour bien vivre. Qui pourrait être contre ? Vous voyez, dans vos enquêtes, c'est ça qu'il faudra poser comme question. Et après, vous dites, ça c'est de la sobriété, et vous allez voir que... Vous faites des coalitions. Voilà, là on va faire une coalition. Et donc la sobriété, c'est garantir que chacun a suffisamment pour bien vivre. C'est très très loin de la privation, de la remise en question, des libertés, etc. Et en sociologie, c'est encore un américain, Thomas Prinson, en 2005, qui publie un livre qui est aujourd'hui considéré comme la Bible de la sobriété, lui parle de sobriété, pas de sobriétisme, et lui il dit, c'est un principe d'organisation des sociétés pour qu'elles prospèrent. Si je devais traduire ça en français. Donc un principe d'organisation des sociétés où l'on décide ensemble. Moi je traduis ça par un principe démocratique, mais pas la démocratie top down, jupitérienne, mais la démocratie du peuple quoi. Et donc, qui pourrait être contre ? À part Jupiter, bien sûr. Non, parce qu'on lui prend le pouvoir, ou on récupère le pouvoir. Parce que c'est le peuple qui a normalement le pouvoir. Et ensuite, comment on fait pour garantir qu'on est tous suffisamment ? Eh ben on peut pas avoir tous suffisamment pour bien vivre si d'un côté vous avez des milliardaires qui détruisent la vie sur Terre, et d'un autre côté, en fait, les milliardaires existent uniquement parce qu'il y a plein de pauvres. C'est uniquement pour ça, c'est ça qui fait qu'ils existent quoi. L'existence des milliardaires, et je me souviens quand j'avais travaillé aux Etats-Unis à un moment donné, et la grande différence, j'avais travaillé dans le réseau de Climate Works Foundation, donc dans le réseau de la philanthropie, et les collègues européens me disaient « T'as vu aux Etats-Unis, ils ont plein de philanthropie, nous c'est ça qui nous manque, on n'arrive pas à faire bouger les choses. » Et je me souviens quand j'allais au resto avec ma chef, elle me disait « You must tip, il faut donner un pourboire, parce que les gens ne sont pas bien payés, ils n'ont pas la sécurité sociale. » Je dis « Moi dans mon pays, tout le monde a la sécurité sociale, t'as pas besoin toi de décider de me payer ma sécurité sociale. » C'est complètement illogique. Et donc la philanthropie existe, c'est un signe, et d'ailleurs on le voit en Europe, plus on a de philanthropes, plus il y a un déséquilibre économique. C'est un signe que l'économie est malade. Et c'est l'économie mondiale. Moi européenne, ce que je regrette, c'est que nous européens, on est des followers, on suit ce que les Américains et les autres décident pour nous. C'est de ça qu'on doit sortir. On ne pourra pas s'en sortir dans un monde où vous avez de plus en plus, et quelques milliards d'herbes, je ne sais pas combien il sent, mais il y en a quelques-uns, même des 3 millions je crois, l'un d'entre eux. Et le reste de la population, on augmente la part, c

'est ça qui s'est produit en Europe, on a développé un indicateur pour suivre le bien-être des Européens, et ce qu'on voit, c'est qu'au fil du temps, on a augmenté la part de la population européenne qui tombe dans les précarités, les différentes précarités. Donc moi ce que je dis pour vos enquêtes, s'il y avait eu de la sobriété, ignorez pas du tout de précarité, parce que la sobriété, ce qu'elle fait, elle va remettre en question l'économie politique, en fait, le monde, comment il est organisé. On ne peut pas faire ça pour le monde entier, mais on peut le faire au niveau européen déjà. Mais pour le faire au niveau européen, il va falloir qu'on change le traité de l'Union, parce que le traité de l'Union empêche le bien-être des citoyens européens, même si le traité de l'Union, l'article 1.3 du traité de l'Union, il dit que l'objectif de l'Union, c'est de garantir le bien-être des citoyens. Sauf que cet article-là, il n'a aucune valeur, il n'est pas opposable. Les articles du traité de l'Union qui sont opposables, ce sont des articles qui poussent pour qu'on ait des articles sur la concurrence, sur la croissance, etc. Et donc, du coup, tant qu'on sera dans le traité de l'Union que nous avons aujourd'hui, vous oubliez l'écologie prospère, j'oublie la sobriété, on oublie le bien-être et on se prépare tous à devenir de plus en plus précaires.

Carte en plein, Yamina. Est-ce que je peux me permettre de vous demander de nous décrire, mais brièvement, à quoi ressemblerait une journée type dans une société sobre ? Comment un salarié peut travailler ? Comment se passe la journée de travail ? Quelles sont les proportions entre temps libre, temps de travail ? Et ça me permet de faire la transition avec Marie-Lise Apres.

Alors, je vais vous donner un exemple. J'ai voulu reprendre la course et j'ai voulu m'inscrire dans le club de sport le plus proche de chez nous. Je regarde les horaires, et bien, c'est à partir de 19 heures. C'est trois fois par semaine à partir de 19 heures. Et bien, moi, j'ai un gamin qui a six ans, qui est là, qui de temps en temps m'applaudit. Et donc, j'ai mon gamin de six ans et du coup, et bien, moi, je ne peux pas reprendre le sport parce que j'ai un gamin de six ans. Il n'y a pas de structure pour moi. Dans une société sobre, il y aurait eu une alternative. La collectivité aurait permis cette alternative-là. Donc moi, citoyenne, aujourd'hui, je dois choisir entre m'occuper de mon fils ou m'occuper de mon corps. Au point de moment, j'ai choisi de m'occuper de mon fils. Dans une société sobre, j'aurais eu les deux.

Jouer le jeu et d'avoir répondu à ma question un peu farfelue. Marilise Léon, on va continuer à aller dans cette discussion vers la vie concrète, la vie quotidienne. Vous défendez depuis longtemps l'idée du pouvoir de vivre plutôt que de réduire toute la question à pouvoir d'achat. Qu'est-ce que cela change du point de vue d'un salarié ou d'une salariée de manière très concrète ? Qu'est-ce que ça apporte ? Comment ça transforme le réel

? Bonjour à tous et tous. Merci pour ce panel qui est assez hétérogène. Mais je trouve que justement, on a besoin de cette confrontation à la fois sur des travaux de recherche, des éléments scientifiques et puis la confrontation avec ce que vivent les gens et la façon dont on peut au mieux mettre les mots sur les sujets, les difficultés et puis les solutions. Qu'est-ce que ça change ? En fait, je vais répondre très simplement, ça change tout. Ça change tout de s'intéresser à la complexité des situations que les gens peuvent vivre. On a beaucoup parlé de précarité, de difficulté, de dire des inégalités à la fois de revenus, de conditions de vie, de conditions de travail, de conditions de la diversité de situations. Et lorsqu'on s'attache à regarder ce que vivent réellement les gens, c'est-à-dire comment on leur permet véritablement d'avoir un pouvoir de vivre. C'est qu'on ne s'intéresse pas en tant qu'organisation syndicale, en tout cas uniquement à combien il est payé. Et c'est fondamental dans notre vision en tant qu'organisation syndicale de considérer que quand on est travailleur ou travailleuse, on est aussi citoyen et on doit faire face à un ensemble de difficultés, ce qui veut dire qu'il n'y a pas de réponse simple. C'est-à-dire que répondre à la question du pouvoir de vivre, ça ne veut pas dire uniquement augmenter les salaires. Répondre à la question du pouvoir d'achat, ça n

'est pas que répondre au salaire, c'est regarder la complexité de la diversité des situations. J'avais un exemple concret qui a été déjà évoqué, mais quand on est une travailleuse qui travaille au SMIC et qui a des difficultés de logement, qui vit, qui a des enfants à charge et qu'on n'a pas de moyens de transport, la question du salaire, elle ne répondra pas uniquement à la question de la nécessité de répondre à l'ensemble des problématiques de mon pouvoir de vivre. Et dans le cadre de cette notion, il y a un sujet qui nous tient particulièrement à cœur parce que je pense que c'est fondamental et que dans le moment dans lequel nous sommes démocratiquement, l'enjeu aujourd'hui est l'une des aspirations que nous sentons en tant qu'organisation syndicale. C'est un besoin extrêmement important d'être considéré. Et quand on ne répond pas au véritable problème, ou en tout cas les propositions qui peuvent être faites peuvent sembler complètement déconnectées de ce que l'on vit, on ne se sent pas respecté, on ne se sent pas considéré et on se détourne, je pense, à un moment du collectif, on se détourne, on se replie sur soi et c'est comme ça que je pense que des idées qui prospèrent de stigmatisation, de division, y compris dans le monde du travail, elles trouvent leur racine dans ce sentiment de ne pas pouvoir participer, de ne pas pouvoir être entendue et de ne pas pouvoir du coup, le sentiment de ne pas avoir de contrôle sur les grandes décisions qui vont diriger ma vie, y compris au travail. Quand on porte l'idée du pouvoir de vivre, la CFDT ne le porte pas seule puisque c'est le fruit d'une coalition, d'une alliance qui est née à 19 organisations en 2019. On a créé le pacte du pouvoir de vivre en se disant qu'on veut répondre à quatre enjeux du moment. C'était juste au moment de la crise des Gilets jaunes. On voyait que les réponses politiques étaient extrêmement compliquées et que les questions posées étaient très complexes aussi. Comment on répond aux enjeux de la justice sociale ? Comment on répond aux enjeux de la nécessité de mieux prendre en compte les enjeux environnementaux ? Comment on apporte des solutions concrètes, durables à la question des services publics, ce qui est aussi un enjeu extrêmement qui pèse dans la question du pouvoir de vivre ? Et comment on répond à la fracture, nous on l'a appelé comme ça, la fracture démocratique dans laquelle notre pays est aujourd'hui. Et donc on s'est organisé avec 19 organisations de la société civile, d'autres organisations syndicales, des associations qui sont pour la défense pour le logement, l'accompagnement des personnes en grande précarité, en situation très éloignée de l'emploi, le mouvement associatif qui reprend un ensemble d'activités, beaucoup d'organisations de l'éducation populaire et on a travaillé pour ces quatre enjeux à des propositions concrètes en se confrontant à la difficulté d'articuler et de pouvoir lorsqu'on dit on va avancer sur la question de l'environnement et que l'on dit il faut décarboner nos modes de transport, qu'est-ce que l'on dit aux salariés de la filière transport ? Qu'est-ce que l'on dit aux salariés qui travaillent aujourd'hui pour des compagnies pétrolières ? Et donc c'est cette confrontation du réel avec les deux choses très concrètes que l'on a essayé de traiter et de répondre. On n'a pas la prétention d'avoir toutes les réponses mais en tout cas et donc très vite on s'est rendu compte que justement dans cette question du pouvoir de vivre, apporter des réponses concrètes sur l'ensemble de ces sujets permettait notamment de répondre aux inégalités sociales et à la situation des personnes les plus exposées à la précarité. Et puis, ça évolue régulièrement, nous sommes aujourd'hui plus de 65 organisations et donc l'idée est de continuer d'alimenter ces propositions. L'idée est de les confronter aussi avec, en tant qu'acteurs de la société civile, on n'a certainement pas la prétention d'avoir bon sur tout, donc on les confronte avec les partis politiques, le pacte du pouvoir de vivre n'est pas un parti politique, nous pensons que nous avons besoin dans le débat public d'alimenter la réflexion, la confrontation des idées et de pouvoir alimenter les organisations politiques qui le souhaitent. Et puis, l'idée aussi de travailler sur ces propositions, c'est de les confronter avec le réel et donc de mener des projets. Donc on a 42 groupes locaux et donc on mène des projets de création d'entreprises à but d'emploi par exemple, on a l'association territoire zéro chômeur longue durée qui est impliquée et de se dire quand on est syndicaliste, qu'on habite dans une ville, comment je peux aussi m'investir dans ce type de projet. Et donc considérer le pouvoir de vivre et pas uniquement le pouvoir d'achat, c'est répondre à des enjeux d'un syndicalisme aussi qui considère

que quand on est au travail, on est aussi un citoyen et que l'ensemble de mes problématiques, elles doivent pouvoir aussi trouver un espace de discussion et un espace de confrontation. Il y a un sujet qui nous tient particulièrement à cœur, je l'évoquais, c'est un des quatre sujets de ce pouvoir de vivre, des enjeux, c'est la question démocratique. La question, on est convaincu qu'il y a une aspiration à participer dans la société idéale. Il y a aussi une majorité de personnes qui avaient répondu qui dit que la société idéale, c'est une société apaisée, c'est-à-dire que ce n'est pas la société du clash, du buzz où je vais essayer de trouver la proposition waouh qui tient en 120 caractères. Ce n'est pas ça qu'attendent les citoyens et les citoyennes. Ils veulent pouvoir participer, contribuer. Et donc, nous, en tant qu'organisation syndicale, on défend aussi plus de démocratie sur les lieux de travail. On avait mené une enquête il y a quelques années maintenant sur ce qui s'appelait parlons de travail. La question qui avait recueilli le plus de réponses et qui est favorable de plus de participation, c'est je veux avoir prise sur mon travail et je veux plus et mieux participer aux décisions qui me concernent. Donc, en fait, il ne peut pas y avoir de pouvoir de vivre sans pouvoir d'agir. Donc, c'est aussi ce que l'on défend, de dire il y a un enjeu démocratique dans la société en général sur les lieux de travail aussi. Et nous, en tant qu'organisation syndicale, l'idée, elle est de pouvoir essayer de fédérer, de pouvoir justement donner la parole aux salariés. C'est ce que l'on porte en créant des espaces, par exemple, d'expression sur le travail et de pouvoir permettre aux personnes directement concernées d'échanger, de trouver elles-mêmes des solutions et de pouvoir les porter auprès de leurs responsables. C'est de permettre aussi de faciliter justement ces collectifs, c'est de pouvoir et de pouvoir peser aussi sur les décisions stratégiques. Et je pense que dans une société de prospérité écologique, il ne peut pas y avoir... Il faut qu'on puisse aussi progresser collectivement sur la question de la qualité du débat démocratique, mais qu'il faut qu'on réussisse à avoir un vrai débat et de vrais débats et une véritable démocratie économique. Alors, vous allez me dire, c'est notre boulot, en tant qu'organisation syndicale, dans les entreprises, on est censé aussi pouvoir parler d'économie. C'est quelque chose qui est extrêmement difficile. Et moi, j'ai été très frappée. Ça a été évoqué par Eva avec l'exemple de la taxe Zuckman. Je ne sais pas si vous vous rappelez des débats qu'on a pu... des débats, je pense que oui, des débats qu'il y a eu sur cette proposition. Moi j'ai été très frappée et c'est depuis ce moment là, je trouve démocratiquement, qui a été extrêmement intéressant, c'est qu'on peut être pour ou on peut être contre l'attaque Zuckman. Je pense qu'ici il y a une majorité, voilà. Moi je considère qu'on a le droit d'être contre. Mon organisation est pour, je vous rassure. Mais je pense que, je trouve que dans le débat aujourd'hui, je pense qu'il y a sur les questions économiques des organisations, des institutions qui considèrent qu'elles ont le savoir, elles ont le monopole et que tous ceux qui pouvaient être favorables à cette disposition y compris l'économiste en question, étaient taxés de militants. Alors je me permets de poser des questions moi aussi et aux autres invités, mais je trouve qu'aujourd'hui en tant que scientifique, en tant que chercheur, je suis frappée de cette forme de disqualification systématique dans le débat et que si on ne progresse pas sur cette qualité du débat, notamment économique, scientifique, on va dans le mur. On va dans le mur parce que tous ceux qui ne pensent pas comme nous ne sont pas forcément des ennemis et on n'est plus en capacité aujourd'hui d'entendre de façon rationnelle et posée des arguments et des contre-arguments. Et ça je pense qu'il faut qu'on puisse dans une société de prospérité écologique remettre la science là où elle doit être et à sa place. Elle est indispensable. Elle fait l'objet aujourd'hui de disqualification et on l'a encore vu. Moi j'étais frappée pendant l'été d'entendre des partis politiques qui étaient limités à expliquer, pas limités, même qui ont expliqué que c'était la faute des écologistes si on en était rendu là. Et cette capacité d'inverser les responsabilités et les débats, je trouve que c'est démocratiquement extrêmement dangereux. Et donc lorsque les faits sont remis en cause, les droits le sont aussi. Et je pense qu'on a une responsabilité collective à aussi être sur cette question démocratique de façon peut-être plus importante qu'aujourd'hui.

Sur le dernier point vous avez complètement raison. Je pense qu'on a basculé dans un monde où tout est devenu relatif, tout est opinion et quantiste. On n'est pas d'accord avec eux, c'est de l'

'idéologie. Mais c'est sans doute l'objet d'un futur débat. Je veux rester sur le fil d'aujourd'hui. On a tendance, nous, écologistes, parfois par facilité, quand on fait la promotion de la transition écologique, de dire que ça va créer des nouveaux emplois non délocalisables, de qualité. La vérité, et on a un certain nombre à le savoir, c'est qu'il va y avoir des secteurs qui vont énormément perdre. Il va y avoir des secteurs qui vont perdre même beaucoup plus que d'autres. Comment embarquer ces salariés -là aujourd'hui ? Comment les embarquer dans cette transition malgré cette vérité ? Je pense qu'on leur doit un débat de vérité. Comment faire en sorte que la transition porte en elle, de manière intrinsèque, des nouvelles sécurité et des incertitudes qui vont vivre ? Et quelle place là-dedans, dans cette aventure, peut jouer les partenaires sociaux ? Comment est-ce qu'on renouvelle la démocratie ? Comment est-ce qu'on redonne une place plus importante aux partenaires sociaux pour faire en sorte que ce chemin, qui est un chemin où il y a des incertitudes, soit sécurisé et qu'il y ait de la confiance et qu'on embarque avec nous ces salariés -là ?

La réponse est faire avec les salariés. Moi, je suis convaincue qu'un, on lèverait les freins. Et si on permet de sécuriser l'avenir d'un salarié en lui expliquant que le secteur dans lequel il travaille est à venir à disparaître. Et qu'on lui donne une trajectoire. En tout cas, on lui dit, tu ne seras pas laissée tout seule. Un, on ne va pas te laisser tout seul. Deux, on va permettre de te sécuriser sur un parcours. Sans lui raconter de bobards en lui expliquant que ça peut être difficile. Ça veut dire que ça peut... Parce qu'on est tous différents, on peut travailler. Moi, j'étais très frère. Enfin, dans mon organisation syndicale, j'ai beaucoup d'équipes syndicales qui portent les questions de la transition écologique juste. On a créé des réseaux de militants qui se travaillent les sentinelles vertes. Et donc, on travaille au quotidien. Et l'enjeu de ces militants, c'est justement de ne pas fuir les difficultés. Ni le fait qu'il va y avoir effectivement de porter cette parole de vérité. Moi, j'ai eu des débats avec des militants qui travaillent dans une grande compagnie française pétrolière qui m'expliquait. Mais m'a réalisé demain, on va transformer. Toutes les voitures vont être électriques. Moi, je bosse dans une station-service. C'est quoi mon avenir demain ? Dans cette perspective -là, il faut poser les choses, de dire... Un, je pense que c'est le moment aussi de se dire de quoi, toi, tu as envie. C'est quoi ton projet ? Comment tu te vois ? Qu'est-ce que tu aimerais faire ? Quelles sont les compétences que tu as aujourd'hui ? Et il me dit, je n'en ai pas, je travaille dans une station-service. Je dis, tu as des compétences. Donc, c'est travailler sur les savoirs d'aujourd'hui, l'expérience. Et puis, avoir un vrai parcours et de se sentir sécurisée. Sécurisée, ça veut dire que je vais peut-être, demain, changer d'employeur. Je vais peut-être, demain, changer de secteur. Mais je sais comment j'y vais et je sais comment une sécurité m'est permise de pouvoir savoir comment je vais concrètement pouvoir continuer. Et je garderai une place. Et je garde une place dans la société. Et je sais que, aujourd'hui, il y a la question de la transformation écologique qui est majeure. On a un autre phénomène qui est l'intelligence artificielle qui arrive et qui bouscule aussi beaucoup, beaucoup dans les entreprises et les salariés qui se disent, et dans les administrations. C'est un peu moins vrai dans les administrations. Il y a un peu plus de, c'est un peu plus lent. Ça va un peu moins rapidement. Mais du coup, nous, l'enjeu, et aujourd'hui, je vais le dire très clairement, on peut avoir des, imaginer des parcours avec des passerelles et des blocs de compétences complémentaires pour permettre d'avoir un peu de, d'avoir une visibilité sur des grosses reconversions. On n'est pas câblé. Aujourd'hui, nous n'avons pas en France les dispositifs qui permettent véritablement des reconversions lourdes. Et il faut aussi des acteurs qui assument et qui prennent la responsabilité de vouloir accompagner. Ça veut dire, qu'est-ce qu'on fait de mon contrat de travail ? Quels sont mes revenus pendant ma période de formation ? Ma période d'expérimentation et de pouvoir développer des compétences dont on va avoir besoin, etc. Et donc, ça veut dire qu'il faut pouvoir imposer les sujets sur la table, faire confiance aux partenaires sociaux, aux organisations syndicales et patronales qui le souhaitent, qui veulent véritablement emprunter ce chemin. Et puis, il faut, je le dis comme je le pense, il faut, vous parliez de confiance, il faut une confiance entre démocratie sociale et démocratie politique. C'est aussi de dire qu'à un moment, politiquement, on se tourne vers ceux qui connaissent le monde

du travail et on construit des solutions ensemble. Ça, je pense que c'est aussi important et qu'on n'est pas mûr suffisamment aujourd'hui pour ça.

Et en effet, la transition, elle sera juste ou elle ne sera pas?

Et j'ai oublié un truc quand même, je suis pas sûre d'avoir la parole après, donc j'en profite. Il n'y aura pas de transition écologique juste, effectivement, si on ne sécurise pas. Mais si, mais moi, je suis convaincue que les travailleurs sont une condition de réussite de cette transition. Je vous donne un exemple aujourd'hui. Il y a des pénuries de main d'œuvre dans le bâtiment et de compétences sur la rénovation énergétique des bâtiments. C'est à dire qu'aujourd'hui, c'est un frein. Alors, outre le fait, on va pas, on peut entrer dans le débat sur la rénovation, etc. Les budgets, etc. Mais il y a aussi un principe de réalité, c'est qu'aujourd'hui, il n'y a pas suffisamment de travailleurs formés pour mener à bien cette transformation dont on a besoin. Et ça, c'est de la responsabilité des employeurs qui doivent aussi non pas aller dans une politique de guichet de dire on veut moins de contraintes, on veut moins de normes parce qu'on n'y arrive pas. Il faut former, il faut décider aussi de quels sont les priorités et comment on peut essayer. Et l'emploi et les compétences sont une condition de réussite. Voilà,

je vais venir le prendre. Oups. Alors, un lord de l'attentat. J'ai bien fait d'aller le chercher. Nous arrivons nécessairement à la question qui conditionne presque toutes les autres, c'est qui paye ? On peut difficilement, en tout cas, je pense, demander à ceux qui ont peu de réduire encore davantage leur consommation, quand on dit, ça a été dit, qu'une petite minorité, une petite partie de la population concentre patrimoine, revenus, empreinte carbone. La redistribution est-elle simplement un accompagnement social de la transition ou est-elle la condition écologique de la transition ?

Merci beaucoup pour ce débat. Alors, la question qui m'a été posée en avance, j'avoue que je la connaissais avant. On m'a demandé de réfléchir à comment on paye, comment est-ce qu'on finance la transition. Et il se trouve qu'on se connaît assez bien avec Eva. On a travaillé plusieurs années, déjà deux ou trois maintenant, sur le budget. J'ai pas mal bossé sur la taxe Zuckman, je l'ai défendue au Parlement et dans les médias. Et la réponse rapide à qui paye, c'est quoi ? C'est les ultrariches, les grandes entreprises, les très grandes entreprises. Et on peut réfléchir à d'autres modes de financement mais on a les solutions. Mais quand j'ai passé du temps sur les plateaux où à réfléchir avec des politiques, ce dont je me suis rendu compte, c'est qu'on a un paradoxe en France, c'est qu'on paye tous beaucoup de prélèvements obligatoires, si on compare avec pas mal de pays européens, et pourtant on a des services publics dégradés. Et donc je suis partie de ce paradoxe et je me suis demandé pourquoi on avait ça. La réponse classique d'une grande partie de la classe politique, c'est de dire qu'on gâche l'argent public, que les finances publiques sont mal utilisées. Et donc quand vous proposez une taxe Zuckman ou de taxer des très grandes entreprises ou n'importe quel nouvel impôt, il y a un argument vraiment qui est difficile en face, c'est de dire mais attendez, on paye déjà plein d'impôts en France, on ne peut pas aller au-delà et en plus, apparemment ça ne sert à rien parce qu'on paye déjà beaucoup d'impôts et l'hôpital public est en train de se dégrader, l'éducation, etc. Alors la réponse classique, on fait n'importe quoi avec l'argent. C'est pour ça que j'ai fait ce nouveau bouquin qui s'appelle Riche ensemble, je fais un peu de pub mais il sort bientôt. Je suis allée regarder les données et en fait la réalité des données, elle est très différente. Ce qui s'est passé depuis une trentaine d'années, c'est qu'on a changé de stratégie économique en France et qu'on a baissé massivement les prélèvements obligatoires sur les entreprises sous forme de cadeaux fiscaux. On a transféré une grosse partie de l'argent public vers les entreprises. Et donc ce qui s'est passé, c'est qu'on a eu un définancement du modèle social puisque on a transféré de l'argent vers les entreprises plutôt que le modèle social, mais par contre les gens ont continué à payer beaucoup d'impôts. Et donc ce paradoxe de je paye beaucoup d'impôts mais l'hôpital se dégrade, l'

'école se dégrade, en fait quand on regarde les données, on peut l'expliquer. Pourquoi ce récit persiste ? Déjà une fois qu'on a dit ça, on a dit bon j'ai une réponse à apporter. Au moins oui il faut augmenter les impôts, on peut payer plus d'impôts en réalité pour défendre ce modèle et défendre la transition. Mais pourquoi ce récit persiste ? Il persiste très très fort. Alors Mathieu Pigas avant nous disait c'est les médias qui sont capturés, et c'est évident, mais ces médias ils sont capturés par des intérêts, des gros intérêts privés qui défendent ce récit. Pourquoi ? Parce que quand nos services publics se dégradent, ça ouvre des marchés privés à des grandes entreprises. Aujourd'hui les grands groupes nous proposent des alternatives payantes dans la santé, dans l'éducation supérieure. Et donc on a eu en fait ces dernières années une entreprise, une opération inédite de prédation sur notre modèle social parce qu'il y a des gens qui font beaucoup de profit là-dessus. Je vais vous donner deux exemples dans l'éducation supérieure aujourd'hui. Alors il y a eu une augmentation quasi, on a doublé le nombre de places d'éducation supérieure privée si vous avez des enfants et que vous avez fait Parcoursup. Une grande partie des solutions qu'on vous a proposées, c'était des écoles privées. Ce n'était pas le cas avant. Il y a eu une augmentation. Aujourd'hui 25 % des enfants, des étudiants qui vont après Parcoursup, vont finir dans le privé. Un deuxième exemple qui va nous parler de façon très concrète, il me semble cet été, c'est que parce qu'on n'a pas financé la transition, parce qu'on n'a pas protégé les écoles, qu'on n'a pas refait les bâtiments publics, qu'on n'a pas eu des locaux municipaux pour que les gens puissent aller se mettre au frais. Qu'est-ce qu'on a fait ? La moitié des Français sont allés acheter une clim cet été. En fait, aujourd'hui, vous avez 25 % des gens qui ont une clim et 50 % dans le sud. Ça, super. Ça a vraiment fait un profit énorme pour les gens, pour les entreprises qui vendaient des climatisations. Donc en fait, on a un modèle économique, une stratégie économique qui est très favorable à des grands groupes privés et qui est défendue. Et quand du coup, quand vous êtes face dans les médias ou quoi, et que vous dites il faut augmenter les impôts, il faudrait augmenter les impôts sur les ultra riches, sur les grandes entreprises, en réalité, vous vous heurtez à des intérêts assez importants là-dessus. Alors maintenant, je pense qu'on en est tous conscients, mais une fois qu'on a compris qu'on a un vrai débat en 2027 à mener entre le public et le privé, le vrai combat, il me semble, c'est de se dire qu'il faut qu'on préserve des pans entiers du modèle économique français, du modèle de société même, de ses intérêts et du privé. Il faut les sortir du marché. Ce n'est pas trop tard. Il y a un endroit où c'est déjà extrêmement dégradé. De nouveau, c'est l'éducation supérieure, comme je viens de vous le dire, mais il n'y a pas de secret. On a baissé les dépenses publiques par élève de façon très importante. Aujourd'hui, par exemple, on dépense 25 % de moins que les Allemands par élève au primaire, au collège et à l'université. Donc là, ça s'est vraiment dégradé et il faut qu'on défend, il faut qu'on répare cette éducation. Mais dans les autres pans du modèle social, il faut qu'on combatte cette emprise du privé. Donc qui paye une fois qu'on s'est dit ça ? Qui va payer ça ? En fait, pour défendre ce modèle social, l'idée, c'est que tout le monde doit contribuer. Il se trouve qu'a priori, dans cette salle, on contribue déjà beaucoup parce qu'encore une fois, on a des prélèvements obligatoires élevés en France. On paye des impôts, des cotisations sociales. Mais il y a des trous dans la racate. En fait, il y a des zones fiscales de non-droit en France. Les travaux de l'IPP les ont mis en évidence. C'est les ultrariches. Donc Gabriel Zuckman a fait ce travail de proposer une taxe pour corriger cette zone de non-droit sur les ultrariches. Moi, je travaille aujourd'hui sur des données inédites sur les entreprises. Et en fait, on a mis en évidence que si vous voulez, vous avez une courbe en cloche qui ressemble un petit peu à la courbe que vous avez vue pour les ultrariches. Plus vous êtes une grande entreprise en France, plus au départ, c'est progressif. C'est-à-dire que vous payez un petit peu plus d'impôts que les petites. Et c'est normal parce que le taux d'IS, par exemple, il est de 25 % pour les grandes entreprises et de 15 % pour les petites. Donc ça augmente, ça augmente et à un moment, ça plafonne. Et à la fin, ça baisse. Alors à la fin, c'est assez intéressant parce qu'on parle de entre 7 000 entreprises et 300 entreprises. Là, toute fin, c'est 300 entreprises. Il y a de très grandes entreprises, les 300, qui payent un peu moins d'impôts que...

moins d'impôts que leurs copines d'avant, juste avant, et à peu près la même chose qu'une micro-entreprise. Et donc ça, c'est une zone fiscale de non-droit qu'on essaye de mettre en avant avec des données inédites avec deux co-auteurs. Et il nous semble qu'il faut faire le même travail que ce qu'on a fait avec la taxe Jukman, c'est -à -dire corriger ça et dire, par exemple, aucune aide publique tant que vous n'avez pas payé un minimum de prélèvement obligatoire. Tant que ces grandes entreprises n'ont pas payé... C'est bien, je teste. Vous êtes les premiers à entendre la proposition. C'est super, je teste le truc. Vous êtes les premiers à entendre la proposition. Les données sont en train d'être moulinées. On va sortir le papier en septembre. Donc je fais de la pub. En plus du bouquin qui sort, j'ai créé un labo de recherche qui s'appelle Public Finance Lab. Et on finance des recherches publiques sur ce sujet -là. Donc suivez -moi sur les réseaux sociaux et vous aurez l'actualité de ces données. Et donc voilà, je vous ai fait tout un raisonnement pour arriver à cette taxe, ou en tout cas, cette nouvelle proposition qui est tant que vous n'avez pas payé votre juste dû d'impôt. C'est un seuil. C'est notre nouvelle règle d'or. Ouais, ou c'est une nouvelle taxe. C'est une nouvelle mesure. La règle d'or, ça fait quand même pas mal penser à la dette publique et on n'aime pas trop ça. Donc voilà, tant que vous n'avez pas payé ce seuil, vous n'avez pas le droit aux aides publiques. Pour arriver à cette proposition -là, j'ai dû passer par vraiment un raisonnement important qui est parce que ça vaut le coup, parce qu'en fait, ce modèle social, il marche. Et le récit qu'on nous raconte sur... l'argent public est mal dépensé, il y a une gabegie, en fait il n'est pas juste, on a juste fait un modèle économique qui a transféré beaucoup d'argent public vers les entreprises. Et donc nous on paye toujours autant d'impôts mais il y a pas mal de... enfin il y a quelques grandes entreprises qui en payent de moins en moins.

J'avais prévu de vous poser la question de quelle mesure pour réussir... Il y en a une qui a été donnée, est-ce qu'il y en a une autre assez facile à présenter et à expliquer ? Sinon je peux avoir une autre question ?

On va rester sur celle -là, elle est déjà assez solide.

Eh ben ça va être en tour Sven. Sven, nous avons beaucoup parlé de sobriété, de redistribution, mais une société écologique doit évidemment continuer à produire. Investir, innover, comment construire une économie dynamique sans retomber dans le productivisme que nos critiques

? Bon, Munir d'abord merci pour cette invitation et les mots chaleureux. Comme on était ensemble au Parlement européen, j'étais la parole de notre groupe au sein de la Commission économique. Mais je suis parti au gouvernement, j'ai travaillé avec Robert Habeck en tant que secrétaire d'État dans le ministère de l'économie, énergie et action climatique. Et cette expérience, j'aimerais partager un peu avec vous, parce que c'était pour nous en tant que gouvernement le ministère le plus dur qu'on a eu jamais. Parce que soudainement, après les grandes protestations de Fridays for Future, on a eu la responsabilité pour l'industrie, pour la politique économique, pour la politique énergétique de l'Allemagne. Et en tant que Allemagne avec nos partenaires européens au niveau des conseils. Moi, j'étais le responsable des orientations générales de la politique économique, des négociations au niveau des conseils européens et aussi de notre PME. Et cette expérience, c'était une expérience dure et en même temps avec beaucoup de succès, mais aussi des problèmes et aussi des leçons en apprenant de cette période là. Et j'aimerais dire qu'on a eu pour quatre ans cette responsabilité dans une période de crise, de crise industrielle avec un deuxième choc de la Chine, notamment pour l'industrie allemande. Mais aussi avec la guerre agressive de la Russie contre l'Ukraine et le soudain fin de l'approvisionnement de l'énergie gazière de Russie qu'on était toujours contre en tant que vers allemands, mais contre tous les autres partis qui ont bien aimé cette dépendance vers la Russie. Et pendant cette période dans le ministère, on a changé beaucoup de choses dans une période très, très courte. Je commence avec les revendications d'Eva Sasse. On a

changé l'objectif de notre politique économique. Et c'est quelque chose de hautement symbolique parce que cet ministère, c'est le cœur intellectuel de l'ordre au libéralisme en Allemagne avec l'objectif de l'économie sociale. Mais l'économie sociale en tant que concurrence dure et liberté des entreprises avec une certaine régulation sociale. Et on a dans le contrat du gouvernement changé vers un modèle de l'économie sociale et écologique et un changement des mesures des régulations. Et tout ça dans une coalition avec les libéraux et pas les libéraux chez vous. Je sais Macron pour vous, c'est vraiment pas quelque chose de chaleureux. Mais les libéraux allemands en comparaison, ils ont vraiment encore plus à droite. Et c'est possible. Mais quand même, quand même, il y a une vraie orientation vers une politique industrielle, écologique. Mais notamment, on a aussi ouvert les objectifs de la politique économique, c'est-à-dire des orientations que ce soit la croissance vers un pluralisme des indicateurs qui inclut les indicateurs écologiques, sociaux, d'innovation, de l'éducation, des égalités entre hommes femmes. Et les rapports annuels du gouvernement allemand ont vraiment changé à cause de cette intervention dans la direction des revendications des EVA. Deuxièmement, le taux de croissance est devenu un objectif, mais dans les limites, explicitement des limites de la planète. Deuxièmement, on a réussi pendant ces quatre ans de augmenter et approfondir rapidement la transition énergétique, même sous les conditions des attaques sur notre approvisionnement énergétique, on a réussi de sortir de nucléaire à 100%. C'est fini en Allemagne avec le nucléaire. Et contrairement à ce que dit très souvent ici, on n'a pas augmenté l'utilisation du charbon et de limites. On est en train de sortir de charbon et de limites en même temps. C'est juste que aussi un certain déindustrialisation a aidé. Mais en même temps, il y a eu une contribution très importante des installations solaires éoliennes et une radicale accélération des énergies renouvelables. Aujourd'hui, 60 % de notre système électrique est renouvelable. Dans la troisième, l'économie du monde. Et c'est que le courant était produit par quatre grandes entreprises en aéros. Aujourd'hui, on a 6,3 millions de producteurs de l'énergie solaire en Allemagne. 6,3 millions. C'est-à-dire qu'on a démocratisé la production énergétique dans les mains des PME et notamment des consommateurs qui sont devenus prosumers. Ils sont devenus des acteurs qui prennent dans leurs propres mains la production énergétique contre la résistance des lobbies fossiles. On a réussi pendant une période de crise de réorienter l'économie au monde vers les objectifs du climat. C'est-à-dire qu'on a réussi de respecter les limites légales des objectifs du climat dans la législation allemande. Troisièmement, on a réussi de développer une vraie politique industrielle écologique. C'est-à-dire que l'Allemagne aide des secteurs industriels durs, acier, chimique et automobile, de réorienter leur investissement vers l'écologie. C'est quelque chose d'intéressant de voir le ministre vert économique Robert Habeck être célébré plusieurs fois dans les grands... assembler des salariés dans l'industrie dure, par exemple en acier. S'il y a 300, 3000 salariés en acier qui célèbrent la politique activiste de la diversification allemande dans le secteur de l'acier verte et c'est quelque chose intéressant et quelque chose qui était impensable avant cette période. Au niveau de l'Europe, on a avec vous réussi de faire voter 38 lois dans le cadre de Green Deal. Et c'était très difficile pour vous au Parlement européen de trouver les majorités et c'était encore plus difficile au Conseil de trouver les majorités. Mais on a réussi. Toutes les propositions des lois de Green Deal étaient votées aussi grâce à la présence des vertes dans beaucoup des pays européens et au Parlement européen. Et ces 38 lois, ils imposent des limites. Il impose des limites, notamment pour les émissions dans l'industrie, mais aussi maintenant dans les logements et dans le transport. Il y a des limites contraignantes. C'est pourquoi je propose que le toit de croissance doit respecter les limites de planète et pas le toit de croissance doit se orienter en tant qu'objectif soi-même. Et ce qu'on a réussi avec notamment les émissions trading et aussi la loi du climat, c'est des limites écologiques contraignantes au niveau européen. Une expérience de cette période pour nous, c'était, on a vu beaucoup de soutien pour cette politique énergétique écologique au sein des entreprises et aussi des salariés dans ces entreprises. Mais on a vu aussi la résistance forte des entreprises qui étaient contre la modernisation. Et c'est pourquoi pour nous, en tant que stratégie, les clés de diviser le capital. On ne peut pas

gagner sous notre condition contre toutes les entreprises. Il faut réussir à faire une grande partie des entreprises et leurs salariés en tant que partenaires dans la transition écologique et énergétique. On ne peut pas gagner contre toute la force économique. Et c'est pourquoi pour nous, il est fondamental que nous ne sommes pas simplement une gauche de distribution et de changement écologique, mais aussi une gauche de production. C'est -à-dire des nouvelles méthodes de production de la politique industrielle pour avoir la capacité de gagner une partie du monde des entreprises en tant que notre partenaire. Et c'était intéressant de voir que les ONG et la société civile, avec un important PAPARTY de l'industrie, étaient nos partenaires les plus importants en Allemagne dans cette période. Et on a lutté contre le lobby fossile, quelques médias et quelques parties égoïstes. Je me

demande une question concrète pour toi dans le cadre d'une politique de transition écologique. Deux secteurs qui devraient décroître et deux secteurs qui devraient être encouragés et croître. C'est pour être schématique.

Oui, mais évidemment il y a des secteurs qui doivent décroître. En Allemagne, le secteur nucléaire est très actif dans le démantèlement. Et il y a en croissance des emplois de démantèlement et une forte démunition dans les centrales qui n'existent plus. Sans ironiser, mais il y a 400 000 emplois dans les secteurs des renouvelables et plus de 1 million dans les secteurs verts. Qui inclut l'eau, mais aussi l'industrie des machines, des outils orientés vers les objectifs écologiques. Mais à mon avis, on ne peut pas gagner avec un discours à l'industrie d'automobiles allemandes. Il faut décroître. Pourquoi les verts... Pour dire

que l'industrie automobile devait décroître, surtout celle allemande.

Pourquoi les verts aujourd'hui en Allemagne sont là ? Après les élections difficiles, encore une fois, la première partie de gauche en Allemagne. Pourquoi ? Parce qu'on a gagné que notre politique économique est en concurrence avec la politique conservateur de l'économie. Et là, la politique économique est... En ce moment en Allemagne, il y a une crise économique qui se transforme dans une crise de confiance. Dans ce moment, il faut pour nous, pour gagner, une politique économique qui est plus comme un compte que la vision conservateur contre la transformation écologique. C'est pourquoi c'est un swash stratégique. Cette orientation de moderniser l'industrie chimique automobile plutôt que de la décroître a nous aidé à gagner à Baden -Württemberg, à Munich, dans plusieurs élections d'élendert. C'est pourquoi la politique économique est au centre de notre stratégie de gagner avec un projet vert en Allemagne et, à mon avis, on a appris beaucoup dans cette expérience de gouvernement pour notre stratégie.

Merci Sven. On arrive au bout de cet échange, mais on a encore quelques minutes pour des réactions, des interrèactions. Est-ce que Eva ou Marylis, vous souhaitez, par rapport à ce qui vient d'être dit, commenter ou dire un mot ? Je n'oblige personne à le faire. Je voyais notre ami Sandor très intéressé par ce que disait Sven. Est-ce que tu souhaites faire un commentaire ?

J'étais très intéressé, j'écoute avec beaucoup d'intérêt, mais de là, faire un commentaire, non, je ne vois pas. Désolé.

Merci beaucoup. Je retiens peut-être de cette discussion que pendant trop longtemps, nous avons laissé peut-être nos adversaires politiques définir l'écologie à notre place. Ils en ont fait le parti de la contrainte, de l'interdiction et du renoncement. La prospérité écologique, et je crois que ça a été suffisamment dit aujourd'hui, n'est pas organiser la punition. C'est organiser l'abondance de ce qui compte, du temps, de la santé, des services publics, la nature, les liens sociaux, la sécurité, la liberté. Notre tâche politique est désormais de rendre cette promesse suffisamment concrète pour qu'elle devienne une espérance collective et suffisamment désirable pour qu'elle devienne majoritaire. Merci

beaucoup.